



# La soupe au caillou

Des nouvelles du Collectif pour un Québec sans pauvreté

20 janvier 2010

Numéro 320

Par l'équipe du Collectif

## Montréal



## Centre-du-Québec



## Lanaudière



## Gaspésie



## Les régions ont fait leurs devoirs

La mobilisation citoyenne autour des consultations régionales de cet automne a tout simplement été remarquable, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des lieux de rencontres officiels. En un mot : les régions ont fait leurs devoirs.

### Coalitions et imagination

Sur le terrain, des regroupements et organismes de différents horizons, qui n'avaient pas collaboré depuis des années, se sont rencontrés afin de porter un message commun. Ils ont fait preuve de beaucoup d'imagination pour sortir du cadre rigide des consultations : déclarations citoyennes, lettres au ministre, mémoires citoyens, sketchs, chansons, panneaux de revendications et même enveloppes brunes à Montréal! En Gaspésie-les-Îles, une centaine de personnes, dont une majorité vivant en situation de pauvreté, ont partagé leurs idées et leurs expériences, croisé leurs savoirs et proposé des solutions lors d'une consultation citoyenne parallèle. En Outaouais, un autre processus consultatif parallèle a été mis en branle. Au Bas-Saint-Laurent, un panier rempli de spécialités de la région, dont les étiquettes habituelles avaient été modifiées pour faire référence aux enjeux de pauvreté, a été remis en cadeau aux ministres Sam Hamad et Lise Thériault.

### Convergence et solidarité

Ces consultations ont été l'occasion d'une profonde convergence des mouvements sociaux. Impossible de passer sous silence la participation déterminante des groupes et centres de femmes qui, parallèlement, préparaient la Marche mondiale des

femmes 2010. Les personnes vivant la pauvreté ont été très présentes dans chacune des régions, dépassant le processus discriminant, et plusieurs gestes de solidarité ont été posés envers les personnes handicapées pour que leurs besoins spécifiques soient pleinement reconnus. Toute cette solidarité a eu pour effet que des institutions publiques (voir texte suivant) en sont venues à partager des positions du mouvement citoyen.

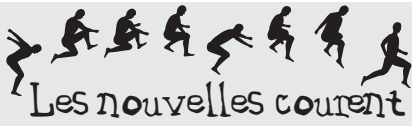
### Un mouvement plus fort

Évidemment, c'est lors du dépôt du plan d'action qu'il sera possible de juger si les consultations régionales étaient bidon, comme plusieurs le pensent, ou non. Quoi qu'il en soit, le mouvement citoyen de lutte à la pauvreté sort plus fort des consultations régionales. Les régions ont fait leurs devoirs de belle manière, dans un esprit de vigilance où objections et propositions ont fait cheminer l'ensemble du mouvement (voir texte suivant). Elles se sont regardées aller, ont partagé des stratégies, des analyses et créé des liens entre elles. Bref, elles ont tout mis en oeuvre pour que le gouvernement comprenne l'importance des mesures nationales de lutte à la pauvreté et leurs volontés de développement régional.

Bravo!



Pansement/Capitale-Nationale



## Une nouvelle Coalition voit le jour

Une trentaine d'organisations communautaires, étudiantes, syndicales, féministes, populaires, et écologistes ayant des assises dans toutes les régions du Québec ont annoncé dimanche dernier la naissance de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.

La Coalition entend s'opposer plus particulièrement aux hausses de tarifs de l'électricité résidentielle et des services publics (santé et services sociaux, éducation, CPE et transports collectifs), lesquelles hausses toucheraient au premier chef les personnes à faible revenu. Elle entend également proposer, dans une perspective de lutte contre la privatisation et la marchandisation du bien commun, des projets et des politiques permettant de renflouer les coffres de l'État sans avoir à sabrer les services publics et les programmes sociaux. La mise en place d'une fiscalité plus progressive est un exemple de solution de rechange aux coupures.

La Coalition a l'intention d'être active pendant toute l'année 2010 (et même au-delà si nécessaire) et d'organiser des actions d'éclat. La première prendra la forme d'un comité d'accueil lors de la « Rencontre économique 2010 » aujourd'hui même à Lévis. D'autres actions sont prévues, dont une Journée nationale d'action le 1<sup>er</sup> avril ainsi qu'une campagne de fax destinée au ministre des Finances.

---

## Présentation prébudgétaire du Collectif en ligne

Le 15 décembre dernier, le Collectif a rencontré Emmanuel Dubourg, député de Viau et adjoint parlementaire du ministre des Finances, Raymond Bachand, dans le cadre des consultations prébudgétaires 2010-2011. À cette occasion, l'équipe a produit un document de présentation qui est maintenant disponible sur le site du Collectif. N'hésitez pas à le consulter et à le diffuser!



## Bilan des consultations régionales

# Une question de confiance

Les consultations régionales du gouvernement du Québec ont pris fin le 11 décembre dernier, dans la région de la Capitale-Nationale. Si la mobilisation citoyenne a été exceptionnelle durant ces consultations (voir texte précédent), d'autres aspects de celles-ci méritent qu'on s'y attarde.

### Un message commun : des mesures nationales fortes

Un message a été martelé dans toutes les régions : il faut des mesures nationales fortes, d'abord et avant tout, pour lutter contre la pauvreté. Les grandes revendications du mouvement de lutte à la pauvreté ont tenu le haut du pavé : des services publics de qualité, universels et gratuits ; un salaire minimum qui permet de sortir de la pauvreté et des protections publiques garantissant la couverture des besoins essentiels. Dans la presque totalité des régions, la construction de logements sociaux, la fin des catégories à l'aide sociale et la pleine reconnaissance des besoins spécifiques des personnes handicapées, la mise en place d'un meilleur réseau de transport en commun, l'arrêt du détournement des pensions alimentaires et une réforme de l'aide financière aux études ont également été proposés comme des solutions pour lutter efficacement contre la pauvreté.

Ce message n'a pas été porté uniquement par le mouvement social. En effet, des représentants de conférences régionales des élus (CRÉ), de municipalités et de centres de santé et de services sociaux ont insisté sur la nécessité d'améliorer les politiques sociales au Québec. Par exemple, la CRÉ de Montréal a rappelé qu'un plan pour la région métropolitaine devait s'inscrire dans une vision globale appuyée par des outils nationaux, capables de réduire les inégalités de revenu : « Nous pensons ici aux mesures fiscales, aux transferts gouvernementaux et aux services à portée universelle qui doivent être renforcés ».

### Des régions sûres de leurs moyens

Des objections majeures envers l'approche territoriale intégrée (ATI) mise de l'avant par le gouvernement ont été reprises dans plusieurs régions. Cette approche soulève de nombreux doutes. Déjà, des fonds qui devaient être investis par les différents ministères au niveau des concertations locales ne l'ont pas été, faute de collaboration. La gouvernance et les processus de prise de décisions des concertations posent problème. La création de pactes de solidarité régionaux est loin de faire l'unanimité, tout comme l'ingérence de grands fonds philanthropiques ou de grandes entreprises dans les politiques sociales. L'ATI actuelle est aussi une approche de financement par projets qui menace le financement global à la mission des organismes communautaires.

Toutefois, la plus grande crainte suscitée par l'ATI est que le gouvernement se déleste de ses responsabilités en regard de la lutte à la pauvreté en les transférant aux régions. « Celles-ci ont de beaux projets qui souvent soulagent la misère, mais elles ne s'attaquent pas aux causes structurelles de la pauvreté ». Cette affirmation d'un Estrien résume bien un sentiment généralisé, même dans des régions comme la Montérégie où l'approche a été expérimentée.

Ces réticences ne signifient pas que les régions se désintéressent de la lutte à la pauvreté. Au contraire, des propositions issues du milieu ont été amenées lors de chacune des consultations afin de lier développement régional et lutte à la pauvreté. Des priorités ont été identifiées dans chaque région. Par exemple, en Côte-Nord, deux propositions ont fait consensus : le prolongement de la route 138 et la modification des normes des programmes de logement social. Les enjeux du transport et du logement social ainsi que l'assouplissement et la

(suite en page 3)



(suite de la page 2)

prolongation des programmes de soutien, tant aux études qu'en emploi, ont retenu l'attention dans bon nombre de régions. Plusieurs participantEs aux consultations ont soumis des recommandations pour un développement régional plus démocratique et favorisant une réelle participation citoyenne. Bref, une appropriation par les régions de leur propre dynamique.


### Une question de confiance

Dans toutes les régions, c'est une vision large de la lutte à la pauvreté qui a été mise de l'avant. Il est apparu évident que l'action

gouvernementale ne peut se limiter à un plan d'action si celui-ci ne provoque pas de changements importants dans l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux. Car lutter contre la pauvreté, c'est s'attaquer aux inégalités sociales; c'est empêcher l'appauvrissement des QuébécoisEs; c'est renoncer aux hausses de tarifs dommageables; c'est revoir la redistribution de la richesse par une fiscalité plus progressive et plus juste. C'est avancer vers un Québec riche de tout son monde.

Oui, les consultations régionales ont été empreintes de méfiance : scepticisme envers l'ATI, prudence quant aux orientations du

ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et son ministre. D'ici au dépôt du prochain plan d'action, des gestes devront absolument être posés par le gouvernement pour montrer que la lutte à la pauvreté est une priorité et ainsi redonner confiance aux citoyenNES. Le mouvement citoyen le soumettra déjà à un examen de confiance lors des débats entourant les finances publiques et le prochain budget du Québec. Le bien-être d'une grande majorité de QuébécoisEs y sera en jeu.

À lui de faire en sorte que les droits de touTEs, y compris des plus pauvres, soient respectés et que cesse l'appauvrissement qui se généralise dans notre société. 

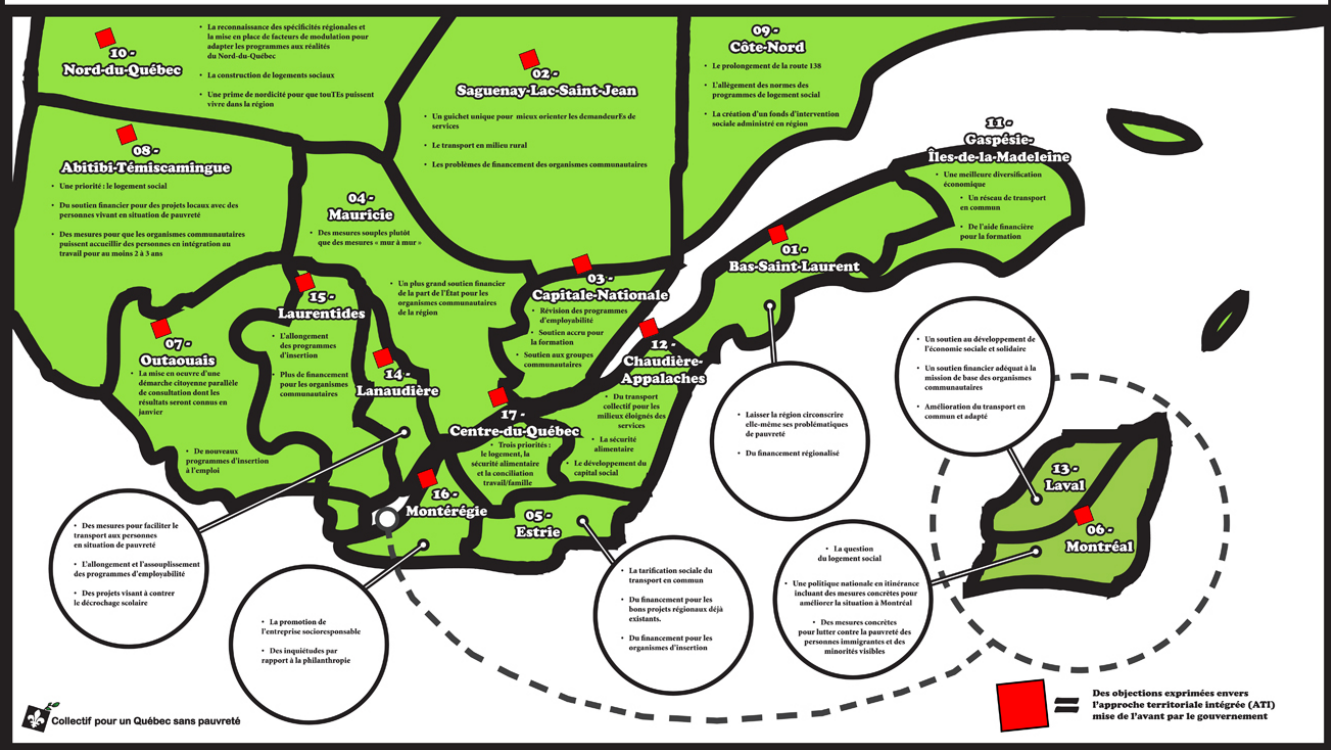
## Un outil de bilan disponible

Le 11 décembre, lors de la conférence de presse de bilan des consultations régionales, le Collectif a dévoilé un outil visuel rendant compte du suivi qu'il a effectué région par région. Cet outil, qui présente les cinq constats de son bilan et les priorités régionales, est maintenant mis à jour (Laval et Capitale-Nationale) et disponible sur le site du Collectif.

### BILAN DES CONSULTATIONS RÉGIONALES

11 DÉCEMBRE 2009

- 1 UNE MOBILISATION CITOYENNE REMARQUABLE MALGRÉ UN PROCESSUS DE CONSULTATION CONTESTABLE.
- 2 LE MESSAGE CENTRAL : DES MESURES NATIONALES FORTES, D'ABORD ET AVANT TOUT, POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ.
- 3 DES OBJECTIONS MAJEURES ENVERS L'APPROCHE TERRITORIALE INTÉGRÉE (ATI) MISE DE L'AVANT PAR LE GOUVERNEMENT.
- 4 DES PROPOSITIONS ISSUES DU MILIEU POUR LIER LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LA LUTTE À LA PAUVRETÉ.
- 5 UNE VISION LARGE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE LUTTE À LA PAUVRETÉ ET AUX INÉGALITÉS SOCIALES.



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165 de Carillon, local 309, Québec, Qc, G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

[www.pauvrete.qc.ca](http://www.pauvrete.qc.ca)